

Des députés LR et Renaissance veulent « siffler la fin de la récréation »

Alexandre Pedro

Ils veulent abrégier les débats. A l'image de Philippe Juvin, député Les Républicains (LR) des Hauts-de-Seine, plusieurs élus du « socle commun » demandent au premier ministre, Michel Barnier, « *de siffler la fin de la récréation et de très rapidement utiliser l'article 49.3 pour adopter le budget* ». Et pour ces députés LR ou Renaissance, le plus tôt sera le mieux. « *Il y a un effet pervers à ne pas l'utiliser tout de suite*, avançait M. Juvin sur Franceinfo, le 1^{er} novembre. *Comme tous les députés savent que ça se terminera avec un 49.3, ils proposent tout et n'importe quoi dans leurs amendements.* »

La droite accuse ainsi le Nouveau Front populaire (NFP), associé au Rassemblement national (RN), d'avoir déjà voté 60 milliards d'euros d'impôts supplémentaires dans la partie recette du projet de loi de finances (PLF). « *Ce budget ne ressemble plus à rien. Il faut dégainer le 49.3 assez rapidement* », confirme l'élue (LR) du Territoire de Belfort Ian Boucard. « *Les Français ont déjà assez contemplé le grand n'importe quoi des amendements du RN et des "insoumis", prolonge Jean-Didier Berger, député LR des Hauts-de-Seine. Le 49.3, qui est l'outil constitutionnel le plus détesté des Français, va devenir un outil de protection pour eux.* »

Dans le groupe Droite républicaine, plusieurs élus jugent ce budget impossible à voter en l'état. Un 49.3 rapide aurait le mérite pour eux de permettre un retour à la copie initiale du gouvernement, et de négocier ensuite les amendements à conserver pour « *freiner sur les hausses d'impôts et aller plus loin sur la baisse des dépenses* », estime Jean-Didier Berger.

« Un acte d'autorité »

Certains appellent pourtant à la patience. « *Il faut attendre un peu et se démarquer du style couperet d'Elisabeth Borne* », nuance Philippe Gosselin. L'élue LR de la Manche fait référence à l'usage systématique du 49.3 par l'ancienne ministre. Redevenue députée Renaissance, M^{me} Borne encourage M. Barnier dans cette voie. « *Engager sa responsabilité sur une version du budget dans laquelle on a tenu compte des amendements présentés à l'Assemblée est une moins mauvaise solution* », expliquait l'élue du Calvados sur RTL le 30 octobre. Plusieurs membres du groupe Ensemble pour la république (EPR) plaident pour cette solution. « *On ne serait pas mécontents que ça aille au 49.3* », admet le député de la Moselle Ludovic Mendes. « *C'est paradoxal de la part de députés de demander le recours au 49.3, mais nous avons besoin d'un acte d'autorité* », plaide Mathieu Lefèvre (Val-de-Marne).

Par l'intermédiaire de sa porte-parole, Maud Bregeon, le gouvernement a répété sa volonté de « *laisser l'Assemblée s'exprimer et aller au vote sur le budget qu'elle aura elle-même construit* ». Mais plusieurs députés macronistes y voient surtout une stratégie de la part de Michel Barnier pour envoyer l'ensemble du PLF au Sénat.